

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(CCTP)

Consultation n° 24-AOO-017

Prestations de commissariat aux comptes

APPEL D'OFFRES OUVERT – Marché de Prestations Intellectuelles

Annexes :

- **Rapport d'activité Camieg 2023**
- **Rapport Statistique 2023**
- **Rapport compte financier et annexe Camieg 2023**
- **Cartographie processus Camieg 2024**

SOMMAIRE

1	OBJET DU MARCHÉ :	3
2	LE CONTEXTE	3
2.1	➤ LES MISSIONS DE LA CAMIEG	3
2.2	➤ L'INFOGERANCE AVEC L'ASSURANCE MALADIE	4
2.3	➤ LA DELEGATION DU RECOUVREMENT DES COTISATIONS	5
2.4	➤ LE PROJET ROC (Règlement des Organismes Complémentaires)	5
2.5	➤ LA GOUVERNANCE DE LA CAMIEG	6
2.6	➤ LES ORGANISMES DE TUTELLE ET DE CONTRÔLE	6
2.7	➤ LA DIRECTION DE LA CAMIEG	6
2.8	➤ LE CADRE DE L'ARRÊTE DES COMPTES	7
2.9	➤ LE CALENDRIER D'ARRÊTE DES COMPTES	7
3	OBJET DES PRESTATIONS :	8
4	CONTENU DES PRESTATIONS	9
4.1	Objectif général de la mission d'audits des comptes sociaux	9
4.2	Contenu de la mission	9
4.3	Méthodologie attendue	10
4.4	Planning	10
4.5	Indépendance	11
4.6	Réponses des candidats	11
5	SUPPLEANCE	11



1 OBJET DU MARCHÉ

Le décret n° 2007-489 prévoit en son article 11 que les comptes sont certifiés par un commissaire aux comptes choisi par la CAMIEG, après avis de la Commission Nationale Paritaire de Suivi (CNPS).

L'objet du marché consiste en la nomination d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer, en application de l'article L. 823-1 du code de commerce, le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès.

La mission générale comporte deux volets indissociables, d'une part, la certification des comptes annuels et d'autre part, les vérifications inhérentes au contrôle interne dans le contexte spécifique de la CAMIEG prévu par les textes réglementaires des organismes de sécurité sociale.

La période exécutoire du marché concerne les exercices **2025, 2026, 2027, 2028, 2029 et 2030**.

2 LE CONTEXTE

2.1 ➤ LES MISSIONS DE LA CAMIEG

Créée par le décret n° 2007-489 du 30 mars 2007 modifiant les articles 23, 25 et 31 du statut national des industries électriques et gazières (IEG), la CAMIEG est un organisme de sécurité sociale de droit privé doté de la personnalité morale, assurant une mission de service public.

La CAMIEG est chargée de gérer, depuis le 1^{er} avril 2007, le régime spécial maladie maternité du personnel des industries électriques et gazières auparavant géré par 106 Caisses Mutuelles complémentaires et d'action sociale (CMCAS) chapeautées par un Comité de Coordination.

Ainsi, la CAMIEG protège 508 000 personnes à fin 2023, dont près de 300.000 « ouvriers droit » et 208.400 « ayants droit ». 12 antennes régionales prennent en charge notamment l'accueil physique des bénéficiaires, la réponse aux courriels, l'animation d'actions de promotion de la santé et la représentation locale de la caisse.

La CAMIEG est présente sur tout le territoire français au travers de ses 140 points d'accueil et ses 452 permanences.

Plus précisément les missions de la CAMIEG telles que définies par les textes sont les suivantes :

- Assure par délégation le service des prestations en nature (maladie maternité) pour le régime général et pour le régime complémentaire et l'affiliation des assurés IEG
- Gère les droits de la population protégée
- Organise l'accueil à distance des bénéficiaires et des professionnels de santé
- Met en œuvre l'accueil physique des assurés
- Favorise les dispositifs d'accès aux soins et de dispense d'avance des frais
- Propose aux assurés des actions concourant à la préservation de leur santé
- Recouvre par délégation les cotisations du régime complémentaire et en assure l'équilibre financier



L'article 7 du décret constitutif a modifié le paragraphe 8 du Statut National concernant les opérations relatives aux Actifs et aux Inactifs en son 6ème alinéa pour en définir les modalités de répartition :

- D'une part, les comptes afférents aux opérations des Actifs et Inactifs (ouvrants droit et ayants droit) sont cantonnés,
- D'autre part, le résultat des opérations relatives à chacune de ces catégories est affecté en fin d'exercice soit en report à nouveau soit en réserve des comptes de la catégorie correspondante.

Ces règles doivent s'appliquer aux trois fonds gérés par la CAMIEG qui doivent être équilibrés en recettes et en dépenses, de même que leurs opérations doivent être réparties entre deux catégories de bénéficiaires, constitués d'une part des agents en activité et de leurs ayants droit, et d'autre part des agents en inactivité, des pensionnés de tous ordres et de leurs ayants droit.

Ces trois fonds sont :

- Le Fond Nationale de Gestion Technique (FNGT)
- Le Fond Nationale de Gestion Administrative (FNGA)
- Le Fond Nationale de Gestion du Risque (FNGR)

La Camieg est engagée dans la Responsabilité Sociétale des Entreprises depuis 2014. La RSE imprègne ses activités et son mode de fonctionnement depuis lors, comme en témoigne la labellisation « **Engagé RSE **** » reçue par l'AFNOR fin 2021.

2.2 ➤ L'INFOGERANCE AVEC L'ASSURANCE MALADIE

Pour définir la répartition des missions entre la CAMIEG et l'Assurance Maladie, le décret constitutif de la CAMIEG précité prévoit un système de 2 conventions :

- Entre la CNAM et la CAMIEG, pour la délégation des fonctions assurées par la CAMIEG pour le compte du Régime Général, concernant la gestion des bénéficiaires, et l'accueil des assurés.
 - Une convention CNAM et un Contrat Pluriannuel de Gestion (CPG) entre la CNAM et la CAMIEG fixent les modalités de détermination du montant annuel des remises de gestion allouées par la CNAM à la CAMIEG au titre des missions qu'elle assure pour le compte du Régime Général.
- Entre la CAMIEG et une CPAM désignée par le directeur général de la CNAM, en l'occurrence la CPAM des Hauts-de-Seine pour la délégation de la liquidation des prestations du Régime Complémentaire.
 - Une convention CAMIEG/CPAM 92 signée le 16 juin 2009 et mise à jour en 2013, fixe la nature des tâches déléguées, les modalités de remises de gestion octroyées par la CAMIEG à la CPAM des Hauts-de-Seine ainsi que la durée de son application.

Le montant des prestations liquidées relatives à la part complémentaire sont réglées par tirage sur les Comptes de Suivi Financier de la CAMIEG ouvert à l'URSSAF Caisse Nationale, sachant que les prestations en rapport avec la part complémentaire sont ventilées dans la comptabilité de la CAMIEG.

La CAMIEG peut également être associée à la politique de gestion du risque, de prévention de la branche maladie du régime général.

Pour le financement de ces prestations, la CAMIEG a pour mission le recouvrement des cotisations affectées à la part complémentaire du régime. L'exploitation de la déclaration sociale nominative est mise en place et intégrée dans le processus de recouvrement.

A noter que pour les résidents IEG de Saint Pierre et Miquelon, une convention de délégation avec APIVIA MACIF a été conclue en 2022, pour assurer le paiement des prestations complémentaires, la part de base étant assuré par la Caisse de prévoyance Sociale (CPS) de Saint Pierre et Miquelon.



2.3 ➤ LA DELEGATION DU RECOUVREMENT DES COTISATIONS

En application de l'article 18 de la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020, la branche du recouvrement du régime général a pris en charge au 1er janvier 2020, pour le compte de la CAMIEG, le recouvrement des cotisations destinées au financement du régime complémentaire obligatoire d'assurance maladie et maternité.

Une convention CAMIEG/ACOSS a été formalisée. Elle précise les engagements de l'Acoss et de la CAMIEG et cadre les relations financières entre les parties. Elle a pris effet à compter du 1er janvier 2020.

La mise en œuvre a nécessité l'ouverture dans les livres de l'ACOSS de deux comptes spéciaux financiers distinguant les cotisations affectées à la section des actifs et celles des inactifs.

Par ailleurs, conformément à l'article 27 de la loi n° 2020-1576 du 14 décembre 2020 de financement de la sécurité sociale pour 2021, le recouvrement des cotisations du régime complémentaire de la CAMIEG a été confié à la CCMSA pour les salariés des Sociétés d'Intérêt Collectif Agricole d'Electricité (SICAE) à compter du 1er janvier 2021. Une convention a ainsi été conclue entre la CAMIEG et la CCMSA en date du 27 novembre 2020.

2.4 ➤ LE PROJET ROC (Règlement des Organismes Complémentaires)

Le projet ROC « Remboursement des Organismes Complémentaires » vise à simplifier les échanges entre les établissements de santé et les Organismes d'assurance maladie complémentaires. L'objectif est de dématérialiser et systématiser les échanges entre les hôpitaux et les organismes d'AMC.

Dans ce cadre, la CAMIEG a formalisé en 2023 un marché avec un « concentrateur » (Almerys), visant la prise en charge globalisée en tiers payant de la part complémentaire, en lien avec les organismes assurant la part dite « sur-complémentaire ».

A horizon du 1^{er} juillet 2025, le concentrateur règlera donc pour le compte de la CAMIEG, les prestations réalisées en établissement (cette mission étant actuellement assurée par la CPAM92).

Au titre du contrôle interne, le prestataire « Almerys » s'est engagé à produire un rapport ISAE de type 2, à fournir un reporting de contrôle dédié et à répondre aux sollicitations des CAC de la CAMIEG si nécessaire.

Une convention de paiement tri partite permettra d'assurer une alimentation de trésorerie directement par l'URSSAF Caisse Nationale, sur ordre de la CAMIEG.

2.5 PROJET SINERGI 2025

La Camieg dispose d'un système d'information financier basé sur le progiciel de gestion intégrée PGI LUCIE pour son service ordonnateur et sur le PGI ELODIE pour son service comptabilité. Ces deux progiciels ont été développés par la société DEAL Informatique, titulaire du marché actuel.

Cependant, la CAMIEG a inscrit dans la COG 2022-2026 un objectif de consolidation de l'efficience interne en faisant l'acquisition d'un nouveau progiciel de gestion intégré du processus achat – comptabilité – budget, intégrant les spécificités de la caisse.

La CAMIEG est dans ce cadre entrée dans un partenariat avec la CNAV pour intégrer le projet « Sinergi ».

L'outil comptable « SINERGI » est basé sur un cœur (core) SAP et adapté à un environnement propre aux organismes de sécurité sociale.

Les travaux, engagés depuis 2022 doivent aboutir à une migration au 23 octobre 2025. Les comptes 2025, objet du premier audit, seront réalisés sur un nouveau PGI, avec une installation très récente.



2.6 ➤ LA GOUVERNANCE DE LA CAMIEG

Le Conseil d'administration (CA)

La Camieg est administrée par un CA composé de 25 représentants des agents statutaires en activité ou en inactivité (ouvrants droit) élus pour 6 ans. Le Conseil d'administration détermine les orientations stratégiques, contrôle l'activité de l'organisme, en vote les budgets et approuve les comptes de l'organisme. Il est présidé par Jérémy Dal Bon, membre de la délégation CGT.

La Commission Nationale Paritaire de Suivi du régime (CNPS)

Elle réunit à parité employeurs et organisations syndicales de la branche des IEG (Industries Electriques et Gazières) et est compétente uniquement pour la section des actifs. La CNPS donne des avis sur le fonctionnement de la Caisse et notamment sur l'équilibre financier de la section des actifs.

2.7 ➤ LES ORGANISMES DE TUTELLE ET DE CONTRÔLE

La CAMIEG agit sous la tutelle des ministères de la Santé, de l'industrie et du budget. Elle doit signer une Convention d'Objectif et de Gestion (COG) avec la direction de la Sécurité Sociale.

La CAMIEG est par ailleurs soumise au contrôle général économique de l'Etat (CGefi).

2.8 ➤ LA DIRECTION DE LA CAMIEG

L'équipe de direction est composée de 4 personnes : le Directeur, la Directrice des Ressources et de l'Innovation, la Directrice du Service à l'Assurée et le Directeur Comptable et Financier.

Le Directeur

Le Directeur assure le fonctionnement de la caisse sous le contrôle du conseil d'administration. Il exécute les décisions du conseil d'administration.

Il a seule autorité sur le personnel et fixe l'organisation du travail dans les services. Il prend seul toute décision à caractère individuel ou collectif que comporte la gestion du personnel.

Il représente la caisse dans tous les actes de la vie civile et en justice.

Le Directeur Comptable et Financier

Le Directeur Comptable et Financier est placé sous l'autorité administrative du Directeur. Il est chargé, sous sa propre responsabilité et sous le contrôle du conseil d'administration, de l'ensemble des opérations financières de l'organisme.

A l'instar d'autres administrations, il existe un principe de séparation des tâches entre le Directeur et le Directeur Comptable et Financier. A ce titre et notamment, le Directeur Comptable et Financier vérifie la régularité des ordres de dépenses établis et signés par le Directeur et est seul responsable des opérations de trésorerie.

La direction comptable et financière qui est sous la responsabilité du Directeur Comptable et Financier est composée de 2 pôles principaux :

- Comptabilité et trésorerie : 2 cadres et 6 comptables
- Contrôle Gestion des bénéficiaires : 1 cadre et 3 gestionnaires du risque



Un Fondé de pouvoir dispose d'une procuration générale du Directeur Comptable et Financier.

Le Directeur Comptable et Financier est par ailleurs chargé :

- De la Sécurité des Systèmes d'Information et du Plan de Continuité d'Activité
- Du projet de migration du PGI actuel vers le PGI « SINERGI » géré par la CNAV et issue d'une solution SAP

Depuis 2020, le poste de Directeur Comptable et Financier est mutualisé à 50% avec la CAVIMAC (caisse des cultes).

Le contrôle interne est co-piloté par le Directeur et le Directeur Comptable et Financier.

2.9 ➤ LE CADRE DE L'ARRETE DES COMPTES

Les règles du décret de 2008 (§ 12):

"Les Comptes Annuels sont établis par le Directeur Comptable et Financier et arrêtés par le Directeur dans les trois mois suivant la clôture de l'exercice comptable"

"Les comptes annuels sont ensuite présentés par le Directeur et le Directeur Comptable et Financier au Conseil d'Administration qui, au vu de l'opinion émise par l'instance chargée de la certification, les approuve, sauf vote contraire de la majorité des deux tiers des membres"

La commission de contrôle (article 24)

La Commission de Contrôle présente au Conseil d'Administration un rapport sur les comptes établis par le Directeur Comptable et Financier et arrêtés par le Directeur, revêtus de l'Avis du Commissaire aux Comptes. (art 24 du RI).

Le Conseil d'Administration confie également à la Commission de Contrôle tous les travaux préparatoires relatifs à l'équilibre financier du régime complémentaire et le suivi de l'évolution des charges et ressources des sections actifs et inactifs au sein du régime.

2.10 ➤ LE CALENDRIER D'ARRÊTE DES COMPTES

La CAMIEG fixe son calendrier d'arrêté des comptes avec un objectif de finaliser écritures et documents comptables fin février de chaque année.

A titre d'exemple, les dates clefs de la clôture 2023 étaient les suivantes :

- Novembre 2023 : Production des documents phase 1 de l'audit, programme de travail, revue d'inventaire
- Décembre 2023 : (12 au 14) : Audit intermédiaire du CAC / travaux comptables : ordonnancement dernière facture, rattachement des charges et produits, CCA, PAR, etc...
- 23 janvier 2024 : Travaux d'inventaires GA (dotation, provisions,) Dotation d'équilibre GA 1er Travaux d'inventaire en GT (produits à recevoir, cotisations SICAE, provisions prestations, etc...
- 6 février 2024 : Comptabilisation des PAR (produits à recevoir) ACOSS / CCMSA
- 8 février 2024 : Arrêté des comptes – Détermination des résultats GT
- 5 au 8 mars 2024 : Audit final du CAC
- 3 avril 2024 : transmission du Rapport de certification par les CAC
- 11 avril 2024 : Communication aux autorités de tutelles (Direction de la Sécurité Sociale, Direction du budget), à la DGFIP.
- 11 juin 2024 : Présentation des comptes 2023 à la CCFI
- 18 juin 2024 : Présentation des comptes au CA
- 3 juillet 2024 : Présentation des comptes à la CNPS

2.11 L'ENVIRONNEMENT DE CONTROLE INTERNE

Le Contrôle Interne de la CAMIEG repose sur le décret 2022-1283 du 30 septembre 2022.

Le décret met en avant la collaboration du Directeur et du Directeur Comptable et Financier pour élaborer le plan de contrôle interne et restituer des résultats.

La CAMIEG s'inscrit par ailleurs dans une démarche « processus » s'appuyant sur le dispositif existant en branche maladie.

L'organisation dédiée au dispositif de Contrôle Interne comprend plusieurs acteurs clés. Le Service Appui au Pilotage et à la Performance est dirigé par un responsable et assisté de deux conseillers en maîtrise des risques, chargés de la mise en œuvre du dispositif et de la formulation de préconisations. Le COPIL CI, composé d'agents de Direction, du fondé de pouvoir, d'agents du service APP et d'un cadre de la Direction Comptable et Financière, valide les orientations du dispositif en associant les différentes parties prenantes. Les pilotes de processus, désignés par lettre de mission, veillent au pilotage de leurs processus et à l'atteinte des objectifs avec les acteurs associés, tandis que d'autres parties prenantes comme le Manager de la Sécurité du Système d'Information, et le Délégué à la Protection des Données sont également impliquées.

L'animation du dispositif repose sur plusieurs éléments structurants. La cartographie des processus et la mise en place de référentiels de processus permettent de structurer les activités. Des tableaux de bord et des plans d'actions sont utilisés pour le suivi et l'amélioration continue. Le COPIL CI se réunit régulièrement pour valider les actions et orientations. Les revues de processus et de direction permettent aux pilotes de présenter leurs résultats annuels et de proposer des actions pour l'année suivante. Le suivi du plan de contrôle et la réalisation du rapport de Contrôle Interne assurent une évaluation continue de l'efficacité du dispositif.

2.12 LA POLITIQUE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Depuis 2019, les organismes d'Assurance Maladie ont adopté le référentiel « sécurité » s'appuyant sur la PSSI MCAS (arrêté du 01/10/2015 approuvant la Politique de Sécurité des Systèmes d'Information pour les Ministères Chargés des Affaires Sociales) qui a été retenu pour améliorer le niveau de sécurité et satisfaire aux exigences réglementaires.

La CAMIEG, partenaire des organismes d'assurance maladie du régime général, s'associe à cette démarche et applique la PSSI MCAS :

- La CAMIEG bénéficie ainsi de l'organisation mise en place par la CNAM, et notamment de ses procédures, retours d'expérience, outils et ressources,
- En retour, la CAMIEG transmet annuellement à la CNAM, un plan d'actions adapté à son contexte, et s'intègre dans un système d'évaluation et d'audit permettant de mesurer la maturité de son système d'information.

3 OBJET DES PRESTATIONS

Le commissaire aux comptes dans sa mission de certification des comptes, devra notamment :

- Réaliser des audits de contrôle au cours de chaque exercice, conformément aux exigences de la profession et dans le respect des règles édictées par les organismes de contrôle et de tutelle de la CAMIEG,

- Apprécier la pertinence des programmes de travail du dossier de clôture des comptes réalisés par la CAMIEG pour les processus non délégués (Gestion des Bénéficiaires, processus supports),
- Apprécier la pertinence des programmes de travail du dossier de clôture des comptes réalisés par la CPAM des Hauts de Seine pour la liquidation de la part complémentaire et la gestion des créances qui leur sont déléguées dans le cadre de l'infogérance,
- Apprécier les programmes de travail qui sont réalisés dans le cadre du contrôle interne tel que défini dans les textes pour les organismes de Sécurité Sociale, que ce soit pour les processus délégués ou non délégués,
- Vérifier les valeurs et les documents comptables de la CAMIEG,
- Contrôler la conformité de la comptabilité aux règles en vigueur dans les OSS (PCUOSS),
- Certifier la régularité et la sincérité des comptes annuels,
- Fournir les livrables
 - Un rapport sur les comptes annuels
 - Un rapport sur l'appréciation du Contrôle Interne & des audits internes
 - Un rapport d'audit sur le système d'information (IT)
 - Les rapports éventuels 'audits externes, notamment auprès du concentrateur de la CAMIEG (Almerys à date d'attribution du marché)

Les rapports pourront faire l'objet d'une phase « contradictoire » avant d'être rendus définitifs, de façon à permettre à la CAMIEG d'apporter si nécessaire des éléments d'appréciation complémentaires.

Les rapports du commissaire aux Comptes devront distinguer les opérations relatives aux actifs et à leurs ayants droit, d'une part, et aux inactifs et pensionnés de tous ordres et à leurs ayants droit, d'autre part.

La présence d'un commissaire aux comptes est requise lors de la tenue des commissions de contrôle de la CAMIEG d'une part et du conseil d'administration d'autre part, sachant que c'est ce dernier qui approuve les comptes annuels, sa présence pourra également être requise lors de toute réunion en nécessitant le besoin.

La prestation de commissariat aux comptes objet de cette consultation couvre six exercices.

4 CONTENU DES PRESTATIONS

4.1 Objectif général de la mission d'audits des comptes sociaux

L'objectif de la mission sera de certifier les comptes de la CAMIEG en fonction du référentiel comptable applicable qui est le Plan Comptable Unique des Organismes de Sécurité Sociale (PCUOSS). Cette certification devra être formulée en termes de régularité, de sincérité et d'image fidèle.

Le Titulaire devra conduire et réaliser sa mission selon les normes et la déontologie applicables à la profession.

4.2 Contenu de la mission



Le titulaire devra définir les diligences requises pour réaliser la mission de certification des comptes annuels et de leurs annexes en prenant en compte :

- les exigences des normes de la profession,
- les règles en vigueur pour les Organismes de Sécurité Sociale (OSS),
- les règles édictées par les organismes de contrôle et / ou des tutelles de la CAMIEG.

Les travaux du Titulaire feront l'objet d'un programme de travail annuel établi par écrit par celui-ci et adressé au Directeur et au Directeur Comptable et Financier de la CAMIEG, dans les deux mois qui suivent l'approbation des comptes du précédent exercice. Pour chaque exercice, le Titulaire décrira les diligences estimées nécessaires au cours de l'exercice, compte tenu des prescriptions légales et des pratiques usuelles.

Le Titulaire rédigera un compte rendu d'intervention contenant les corrections retenues ou non sur les comptes annuels ainsi qu'un avis destiné à améliorer la fiabilité des procédures de contrôle mises en place.

Le rapport général portera sur l'appréciation des procédures et du contrôle interne existant y compris pour les processus délégués. Le rapport portera également sur la revue des principes et des méthodes comptables ainsi que la vérification des évaluations du patrimoine et des provisions. A cet effet, la présence d'au moins un commissaire aux comptes est requise lors du contrôle annuel des comptes, des missions d'audit sur le site, du conseil d'administration approuvant les comptes annuels ainsi que lors de la commission de contrôle qui donne son avis au conseil d'administration.

Conformément aux dispositions du code des juridictions financières (article L 141-10), le commissaire aux comptes pourra se rapprocher de la Cour des comptes s'agissant des opérations gérées par le régime général, et des commissaires aux comptes des autres partenaires le cas échéant, notamment les groupes d'intérêts public (GIP MDS).

4.3 Méthodologie attendue

Le Titulaire devra planifier sa mission afin que celle-ci puisse être réalisée efficacement.

Pour exécuter sa mission, le Titulaire devra posséder une connaissance suffisante des organismes de Sécurité Sociale du Régime Général et des Régimes Spéciaux soumis au code de la Sécurité Sociale ainsi que de notre cartographie des processus afin d'identifier et de comprendre les événements, les opérations et les pratiques.

Le Titulaire devra prendre connaissance des systèmes comptables et de contrôle interne pour planifier sa mission et concevoir une approche d'audit efficace.

Le Titulaire devra communiquer tout au long de l'année, à l'agent comptable et à l'équipe de direction de la CAMIEG, les problèmes apparus à l'occasion de sa mission.

Le cas échéant, la CAMIEG pourra solliciter le Commissaire aux Comptes pour échanger en amont des opérations de clôtures sur des points de méthodologie comptable.

4.4 Planning

Dans le cadre du programme de travail, une indication des temps consacrés à la mission de contrôle interne et au contrôle annuel des états financiers ainsi que le planning des interventions seront fournis.

Les états financiers doivent faire l'objet d'un contrôle chaque année N, entre la fin janvier et au plus tard à la mi-février de l'année N+1, afin de respecter le calendrier d'arrêté des comptes défini par les tutelles.



Si le prestataire se trouve dans l'impossibilité d'assurer les prestations relatives à sa mission de commissariat aux comptes dans les délais réglementaires, il doit aviser immédiatement la Camieg de cette situation.

4.5 Indépendance

Le caractère d'intérêt général qui s'impose à la Profession impose que le Titulaire soit indépendant.

L'indépendance se manifeste non seulement par une attitude d'esprit qui s'exprime dans l'intégrité, l'objectivité, la compétence mais aussi dans le fait d'éviter toute situation qui, par son apparence, pourrait conduire les tiers à la remettre en cause.

4.6 Réponses des candidats

Les candidats doivent utiliser le cadre du cahier de propositions pour démontrer leur compréhension du besoin et les moyens qu'ils comptent mettre en œuvre pour y répondre.

Ils sont notamment invités à y faire état des compétences détenues par leur équipe ce qui constitue un engagement de leur part à en disposer sur toute la durée du contrat.

5 SUPPLEANCE

Le Titulaire proposera dans son offre le nom d'un commissaire aux comptes suppléant qui fournira une lettre d'acceptation expresse des documents contractuels régissant le présent marché.

Le commissaire aux comptes suppléant sera nommé pour une durée de six exercices.

Il pourrait être amené à remplacer le titulaire en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès de celui-ci.

Le commissaire aux comptes suppléant n'est considéré ni comme un cotraitant ni comme un sous-traitant du titulaire.